

DES BROUILLAGES SUR LA LIGNE : LES RELATIONS ÉCONOMIQUES ENTRE LA FRANCE ET LA BELGIQUE

Publié dans *Septentrion* 2010/3.

Voir www.onserfdeel.be ou www.onserfdeel.nl.

Les relations économiques entre la France et la Belgique oscillent entre haine et amour. Au cours des dernières années, des entreprises originellement belges comme Electrabel, Fortis Banque et la chaîne de grandes surfaces GB ont complètement été phagocytées par des groupes français plus importants. Ceux-ci conçoivent la Belgique comme un attrayant territoire voisin à conquérir. Les entreprises belges, de leur côté, peuvent bénéficier de manière optimale du pouvoir financier de leurs sociétés mères françaises. Il n'empêche qu'il y a régulièrement des brouillages sur les lignes entre Paris et Bruxelles. Les Français ne perçoivent pas toujours correctement les sensibilités culturelles au sein de la Belgique, tandis que les Belges ne sont pas réconciliés avec leur propre identité.

UN COUP POUR L'ÉLITE BELGE

Comme symbole, cela valait la peine. Au cours de la première semaine de mai 2009, les grands manitous de la banque française BNP Paribas s'installèrent au quartier général de Fortis au Parc royal de Bruxelles. Une semaine plus tôt, les actionnaires de Fortis avaient approuvé la vente du joyau de la couronne qu'était Fortis Banque Belgique à BNP Paribas. La banque la plus prestigieuse de Belgique passait ainsi entre des mains françaises.

Le Parc royal, par ailleurs aménagé conformément à des schémas de la franc-maçonnerie, passe pour être le centre de pouvoir le plus important de Belgique. D'un côté il y a la rue de la Loi, où siègent le Parlement belge et son gouvernement. De l'autre, le palais royal. Face à ces axes politiques, le quartier général de Fortis dans la rue Royale adjacente a été considéré pendant des décennies comme le bastion du pouvoir économique de la Belgique.

Les bâtiments de Fortis abritaient précédemment les locaux et bureaux de la Société générale, holding centrale créée avant l'existence même de la Belgique, qui a contrôlé jusque



Fortis Banque Belgique vient d'être vendue à la BNP Paribas, octobre 2008. De gauche à droite: Didier Reynders (° 1958), ministre belge des Finances, le Premier ministre belge Yves Leterme (° 1960) et Baudouin Prot (° 1951), directeur général de BNP Paribas.

dans les années 1980 les principales entreprises économiques et industrielles du pays. Parmi celles-ci figurait également la Banque générale, l'un des prédécesseurs de Fortis.

La vente de Fortis Banque Belgique a été un coup très dur pour l'élite financière du pays. La holding mère Fortis était un puissant groupe de banque et d'assurances belgo-néerlandais. Mais en septembre 2008 Fortis périclita pour avoir vu trop grand. La crise du crédit eut pour effet d'amener la holding au bord de la banqueroute. Les pouvoirs publics des pays du Benelux durent sauver Fortis de la faillite puis démantelèrent le groupe. BNP Paribas saisit sa chance. Paris guettait depuis cinq ans déjà l'occasion de s'approprier Fortis en partie ou en totalité, c'était un secret de polichinelle. Aussi, lorsque Fortis était à l'agonie, la BNP Paribas se présenta-t-elle pour reprendre le volet belge de la banque.

Les autorités belges, n'entrevoiant pas la possibilité de préserver par leurs propres forces la Fortis Banque Belgique, acquiescèrent à la vente. Cette décision donna lieu pendant des mois à des querelles juridiques avec des actionnaires mécontents de Fortis. Ceux-ci voulaient faire annuler le marché conclu entre les autorités et BNP, mais en fin de course la banque française obtint gain de cause¹.

Bien que des considérations d'ordre purement financier aient indubitablement joué un rôle, le drame de Fortis illustre à quel point la Belgique est en conflit avec son identité en tant que nation. Aux moments cruciaux du combat, elle n'a pas été capable de jouer pleinement la carte nationale, comme le firent les Pays-Bas de leur côté. La différence d'approche entre Bruxelles et La Haye était considérable. Tandis que l'État belge vendait à la France la banque la plus importante du pays, l'État néerlandais nationalisa les composantes néerlandaises de Fortis.

Un plan de sauvetage «belgo-belge» a néanmoins circulé: la création d'une grande banque belge qui aurait résulté de la fusion de Fortis Banque Belgique avec la branche belge de Dexia. À l'automne 2008, ce groupe financier belgo-français était lui aussi confronté à de très graves problèmes financiers. Il n'a toutefois jamais été question d'une scission de Dexia en une partie

belge (l'ancien Crédit communal) et une partie française. Tout comme elle l'avait fait pour Fortis Banque Belgique, l'élite financière française sut mettre la crise du crédit à profit pour prendre le pouvoir chez Dexia, et ce avec l'appui actif de l'Élysée. Ce n'est pas par hasard que le patron actuel de Dexia, Pierre Mariani, est un intime de Nicolas Sarkozy.

Le plan visant à instituer une grande banque belge n'a apparemment pas trouvé d'appui politique suffisant en Belgique. Le gouvernement et la Banque nationale estimèrent qu'un tel scénario de fusion comportait trop de risques pour l'État, qui devrait se porter garant de cette banque fusionnée. Une telle opération aurait trop déstabilisé les caisses de l'État, prétendaient également certains économistes et banquiers. D'autres spécialistes en revanche estimaient qu'une solide banque belge fusionnée et nationalisée aurait eu de bonnes chances de réussir. Quoi qu'il en soit, depuis la vente de Fortis Banque Belgique à BNP Paribas, le rêve d'une telle grande banque belge s'est probablement évaporé à jamais.

LA LIQUIDATION DE L'ÉCONOMIE BELGE À L'AVANTAGE DE LA FRANCE

L'intérêt français pour la Belgique ne se limite pas au seul secteur bancaire. La France a systématiquement accru son emprise sur l'économie belge. Le groupe français Suez - entre-temps devenu GDF Suez - a complètement absorbé, il y a quelques années, le fournisseur belge d'électricité Electrabel, déjà contrôlé par Suez.

Electrabel aussi était un ancien fleuron de la couronne de la Société générale. Selon des défenseurs de petits actionnaires tels que l'avocat bruxellois Mischaël Modrikamen, le scénario inverse était parfaitement plausible. Electrabel disposait de suffisamment de moyens financiers pour reprendre Suez, à la suite de quoi naîtrait un acteur belge sur le marché de l'énergie. Electrabel disposait des liquidités nécessaires mais manquait d'audace. Tout comme pour le dossier Fortis, «le petit belge» ne peut que mettre les pouces face à des financiers français fûtés. À la fin des années 1990, la société belge Petrofina est tombée entre les mains de Total et en 2000 les grandes surfaces GB ont été reprises par le groupe français Carrefour.

Pourquoi la Belgique n'a-t-elle pas - comme le font d'autres pays européens, et à l'instar des Pays-Bas voisins - le réflexe naturel de conserver entre ses propres mains ses grandes entreprises championnes (banques, secteur énergétique)? Selon Albert Frère, le financier le plus riche de Belgique, ce serait surtout une question de moyens financiers. La Belgique ne disposant pas des importants capitaux nécessaires, elle doit dès lors tôt ou tard frapper à la porte de son grand voisin du sud. Frère, industriel minier wallon devenu l'un des plus grands capitalistes d'Europe, a son mot à dire dans tous les dossiers économiques stratégiques où sont impliquées la Belgique et la France, notamment ceux de Petrofina et de Suez-Electrabel, et c'est également lui qui, dans les coulisses, a facilité la vente de Fortis Banque Belgique à la BNP Paribas.

Peut-être un autre facteur, non financier celui-là, intervient-il également, à savoir la vision divergente, pas toujours parallèle, entre la Flandre et la Belgique francophone. L'élite économique et politique de Belgique francophone, sous la houlette d'Albert Frère, a noué depuis des décennies des liens solides avec la haute finance de Paris. Le sommet du monde des entreprises flamandes, en revanche, est davantage axé sur l'Allemagne. Au cours des dernières années, la Flandre politique semble vouloir prioritairement assurer l'ancrage et le développement des grandes entreprises flamandes. C'est une évolution que les politiques francophones belges, qui y décèlent un prélude à une Flandre plus autonome, considèrent avec une certaine méfiance. Ainsi la Flandre annonça-t-elle récemment son intention de créer une compagnie flamande de distribution d'énergie. Celle-ci devrait à terme faire contrepoids

à Electrabel de GDF Suez. Ce projet n'en est, il est vrai, qu'à ses premiers balbutiements et n'a guère suscité d'écho.

Il est également frappant que la volonté d'aider la banque flamande KBC ait été nettement plus évidente au sein du gouvernement flamand que du côté du gouvernement fédéral belge. La KBC était, après Fortis et Dexia, le troisième grand établissement financier belge à connaître de sérieux problèmes lors de la crise du crédit. À la différence de Fortis et de Dexia, la KBC s'appuie sur un actionnariat nettement flamand.

HAUTE TENSION DANS LE SECTEUR ÉNERGÉTIQUE

Le contrôle français sur d'importantes entreprises belges suscite quelquefois des frictions qui agitent également le monde politique. C'est plus précisément au sujet du dossier énergétique que les tensions belgo-françaises se manifestent avec le plus d'intensité.

Le duopole d'Electrabel et de SPE-Luminus domine aujourd'hui le marché belge. Ces deux entreprises ressortissent à des groupes français, où les autorités françaises sont par ailleurs l'actionnaire le plus important. Electrabel est entre les mains de GDF Suez, SPE-Luminus est contrôlé par cet autre géant énergétique français qu'est Électricité de France (EDF). Cette prépondérance française est une cause permanente d'exaspération chez de nombreux politiques belges. Ceux-ci avaient espéré que la libéralisation du marché énergétique belge aurait pour effet que trois acteurs à part entière d'origine différente se feraient concurrence. Sur le terrain, toutefois, elle a abouti à un coup de force par les groupes français.

Le gouvernement fédéral belge a des rapports tendus avec GDF Suez, qui veut que les centrales nucléaires restent actives plus longtemps que ne le prévoit actuellement la loi belge. En échange, il demande que GDF Suez lui verse quelques centaines de millions d'euros par an, ce qui lui permettrait d'améliorer quelque peu sa situation budgétaire. Ni sans toi, ni avec



Le personnel de GB - Carrefour en grève, Gand, avril 2010.

toi. La Belgique ne peut pas se passer de GDF Suez, et inversement GDF Suez a besoin de la Belgique. Mais les relations sont tout sauf cordiales. Cette question fait l'objet depuis des années de négociations ardues entre les deux parties. Le Parlement belge n'a toujours pas adopté de réglementation définitive en la matière.

Les deux parties n'hésitent pas à brandir des menaces et à porter l'affaire devant les tribunaux. GDF Suez a même menacé de mettre fin à ses activités en Belgique si elle doit trop payer à l'État, ce que la politique belge a ressenti comme un chantage: «Si vous devenez trop exigeant, on éteint la lumière».

Les moyens financiers destinés au démantèlement des centrales nucléaires belges - plusieurs milliards d'euros - se trouvent par ailleurs sur un compte à Paris, géré par une filiale de GDF Suez et non par les autorités belges.

LA FRUSTRATION FLAMANDE

La relation difficile entre la maison mère et sa filiale belge est souvent aussi une question de communication. Les Flamands s'offusquent régulièrement de la communication unilingue française des grands patrons de BNP Paribas Fortis, de Dexia ou de Carrefour, qui ne maîtrisent pas le néerlandais. Le monde des affaires français, toujours prompt à souligner la culture commune avec la Belgique, ne comprend guère cette susceptibilité linguistique du côté flamand. «Nos partenaires d'affaires flamands parlent et comprennent bien le français, pourquoi dès lors se donner la peine de parler un néerlandais approximatif?», se demandent les directeurs français opérant en Belgique. Ils sous-estiment par là même combien de bonne volonté ils susciteraient s'ils s'adressaient tout de même au public flamand dans sa propre langue. Cela vaut assurément dans le secteur de la distribution alimentaire, où la touche locale revêt une importance cruciale, tant au niveau de la vente

que pour ce qui est de la motivation du personnel. Le géant de la grande distribution français Carrefour pensait conquérir le marché belge comme un rouleau compresseur, mais son aventure belge s'est soldée par un fiasco. C'est dû notamment - en partie, il est vrai - à sa perception erronée du marché belge.

La Belgique n'est pas un pays conquis, uniforme à la française, mais un microcosme complexe où le pouvoir d'achat aussi bien que les préférences diffèrent fondamentalement en Flandre, à Bruxelles et en Wallonie. Il faut des antennes bien réglées pour distinguer les différences parfois subtiles. Pour un patron étranger, il est pratiquement impossible de détecter toutes les sensibilités régionales.

Il serait toutefois trop simpliste de réduire les rapports amour-haine entre la Belgique et la France à la seule attitude prétendument antifranaise de la Flandre. La plus grande résistance contre la vente de Fortis Banque Belgique ne se situait pas en Flandre mais doit être cherchée du côté des milieux bruxellois francophones. Il serait tout aussi simpliste de décrire les entreprises françaises implantées en Belgique comme des occupants qui ne tiennent jamais compte de la culture locale. L'une des premières démarches de BNP Paribas a été de préserver le nom de Fortis dans le nom déposé. Le nouveau nom devint BNP Paribas Fortis, et non simplement BNP Paribas.

CONDAMNÉS À COLLABORER

Les relations financières entre la France et la Belgique ne sont pas toujours des plus cordiales. Les deux pays n'en semblent pas moins condamnés à resserrer les liens financiers plus encore que par le passé. Car lorsque nous élargissons le regard au niveau de l'économie mondiale, les brouillages sur la ligne entre la Belgique et la France ne sont que des détails. Au cours des décennies à venir, les deux pays auront à faire face à un défi commun: préserver la compétitivité d'une Europe rapidement vieillissante face à de jeunes loups tels que la Chine, l'Inde et le Brésil.

Dans le jeu stratégique en vue d'un nouvel ordre économique mondial, la Belgique et la France seront davantage des alliés que des rivaux. En dépit de leurs différences indéniables, les deux pays ont beaucoup en commun aussi bien du point de vue social et économique que sous l'angle culturel. Et sur le plan politique, il est absolument plus facile, pour Bruxelles, de négocier avec l'Élysée qu'avec le Kremlin, par exemple. Hélas pour la Belgique, les cartes dans les secteurs bancaire et énergétique sont actuellement distribuées de façon telle qu'il ne sera que rarement ou jamais question d'un dialogue d'égal à égal.

Emmanuel Vanbrussel

Journaliste spécialiste de l'économie au quotidien *De Morgen*.

emmanuel.vanbrussel@demorgen.be

Traduit du néerlandais par Willy Devos.